

DOCUMENT A/67/10*

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-quatrième session (7 mai-1^{er} juin et 2 juillet-3 août 2012)

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Pages</i>
Abréviations et sigles.....	5
Note concernant les citations	5
Instruments multilatéraux cités dans le présent volume	6
<i>Chapitres</i>	<i>Paragraphes</i>
I. ORGANISATION DE LA SESSION.....	1-12 9
A. Membres de la Commission	2 9
B. Bureau et bureau élargi.....	3-5 9
C. Comité de rédaction.....	6-7 10
D. Groupes de travail et groupes d'étude	8-10 10
E. Secrétariat	11 10
F. Ordre du jour	12 10
II. RÉSUMÉ DES TRAVAUX DE LA COMMISSION À SA SOIXANTE-QUATRIÈME SESSION.....	13-27 11
III. POINTS SUR LESQUELS DES OBSERVATIONS SERAIENT PARTICULIÈREMENT INTÉRESSANTES POUR LA COMMISSION.....	28-29 13
A. Immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État.....	28 13
B. Formation et identification du droit international coutumier.....	29 13
IV. EXPULSION DES ÉTRANGERS	30-46 14
A. Introduction	30-37 14
B. Examen du sujet à la présente session	38-44 15
C. Texte du projet d'articles sur l'expulsion des étrangers adopté par la Commission en première lecture.....	45-46 15
1. Texte du projet d'articles	45 15
2. Texte du projet d'articles et commentaires y relatifs.....	46 18
PREMIÈRE PARTIE DISPOSITIONS GÉNÉRALES	18
Article 1. Champ d'application	18
Article 2. Définitions	19
Article 3. Droit d'expulsion.....	20
Article 4. Obligation de conformité à la loi.....	21
Article 5. Motifs d'expulsion	22
DEUXIÈME PARTIE CAS D'EXPULSIONS INTERDITES	24
Article 6. Interdiction de l'expulsion des réfugiés	24
Article 7. Interdiction de l'expulsion des apatrides.....	25
Article 8. Autres règles spécifiques à l'expulsion des réfugiés et des apatrides	25
Article 9. Déchéance de nationalité aux seules fins de l'expulsion.....	26
Article 10. Interdiction de l'expulsion collective	26
Article 11. Interdiction de l'expulsion déguisée	28
Article 12. Interdiction de l'expulsion aux fins de confiscation des biens.....	30
Article 13. Interdiction du recours à l'expulsion aux fins de contourner une procédure d'extradition.....	30
TROISIÈME PARTIE PROTECTION DES DROITS DES ÉTRANGERS OBJETS DE L'EXPULSION	31
CHAPITRE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES	31
Article 14. Obligation de respecter la dignité humaine et les droits de l'homme de l'étranger objet de l'expulsion.....	31

* Paru initialement comme *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-septième session, Supplément n° 10*.

Chapitres		Pages
Article 15.	Obligation de non-discrimination.....	32
Article 16.	Personnes vulnérables	33
CHAPITRE II	PROTECTION REQUISE DANS L'ÉTAT EXPULSANT.....	34
Article 17.	Obligation de protéger le droit à la vie de l'étranger objet de l'expulsion.....	34
Article 18.	Prohibition de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.....	34
Article 19.	Conditions de détention de l'étranger objet de l'expulsion.....	34
Article 20.	Obligation de respecter le droit à la vie familiale	36
CHAPITRE III	PROTECTION PAR RAPPORT À L'ÉTAT DE DESTINATION.....	38
Article 21.	Départ vers l'État de destination	38
Article 22.	État de destination de l'étranger objet de l'expulsion	39
Article 23.	Obligation de ne pas expulser un étranger vers un État où sa vie ou sa liberté serait menacée.....	40
Article 24.	Obligation de ne pas expulser un étranger vers un État où il pourrait être soumis à la torture ou à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	41
CHAPITRE IV	PROTECTION DANS L'ÉTAT DE TRANSIT	43
Article 25.	Protection dans l'État de transit des droits de l'homme de l'étranger objet de l'expulsion	43
QUATRIÈME PARTIE	RÈGLES SPÉCIFIQUES DE PROCÉDURE.....	43
Article 26.	Droits procéduraux de l'étranger objet de l'expulsion.....	43
Article 27.	Effet suspensif du recours contre la décision d'expulsion	48
Article 28.	Procédures de recours individuel	48
CINQUIÈME PARTIE	CONSÉQUENCES JURIDIQUES DE L'EXPULSION	49
Article 29.	Réadmission dans l'État expulsant.....	49
Article 30.	Protection des biens de l'étranger objet de l'expulsion.....	50
Article 31.	Responsabilité de l'État en cas d'expulsion illicite.....	52
Article 32.	Protection diplomatique	54
	<i>Paragraphes</i>	
V.	PROTECTION DES PERSONNES EN CAS DE CATASTROPHE	47-81 55
A.	Introduction	47-52 55
B.	Examen du sujet à la présente session	53-80 55
1.	Présentation par le Rapporteur spécial de son cinquième rapport.....	57-61 56
2.	Résumé du débat.....	62-74 57
a)	Observations générales	62-65 57
b)	Observations sur le projet d'article A	66-69 57
c)	Observations sur le projet d'article 13.....	70-72 58
d)	Observations sur le projet d'article 14.....	73-74 58
3.	Conclusions du Rapporteur spécial	75-80 58
C.	Texte des projets d'article sur la protection des personnes en cas de catastrophe provisoirement adoptés à ce jour par la Commission.....	81 59
VI.	IMMUNITÉ DE JURIDICTION PÉNALE ÉTRANGÈRE DES REPRÉSENTANTS DE L'ÉTAT	82-139 60
A.	Introduction	82-83 60
B.	Examen du sujet à la présente session	84-139 60
1.	Présentation par la Rapporteuse spéciale du rapport préliminaire	86-88 60
2.	Résumé du débat.....	89-136 61
a)	Observations générales	89-91 61
b)	Considérations d'ordre méthodologique	92-104 61
i)	Développement progressif du droit international et codification.....	92-97 61
ii)	Approche systémique.....	98-99 62
iii)	Tendances du droit international	100 62
iv)	Valeurs de la communauté internationale	101-103 62
v)	Identification des questions essentielles.....	104 62
c)	Considérations de fond	105-133 63
i)	Champ du sujet	108-111 63
ii)	Emploi de certains termes.....	112-113 64
iii)	Immunité <i>ratione personae</i>	114-118 64
iv)	Immunité <i>ratione materiae</i>	119-125 64
v)	Exceptions possibles à l'immunité.....	126-133 65
d)	Aspects procéduraux.....	134-135 66
e)	Forme définitive.....	136 66
3.	Observations finales de la Rapporteuse spéciale	137-139 66

Chapitres	Paragraphes	Pages
VII. APPLICATION PROVISOIRE DES TRAITÉS	140-155	68
A. Introduction	140	68
B. Examen du sujet à la présente session	141-155	68
Rapport du Rapporteur spécial concernant les consultations officieuses tenues sur le sujet	144-155	68
VIII. FORMATION ET IDENTIFICATION DU DROIT INTERNATIONAL COUTUMIER	156-202	70
A. Introduction	156	70
B. Examen du sujet à la présente session	157-202	70
1. Présentation de sa note par le Rapporteur spécial	160-168	70
2. Résumé du débat.....	169-191	71
a) Observations générales	169-172	71
b) Portée du sujet et définitions.....	173-177	71
c) Méthodologie.....	178-183	72
d) Points à examiner.....	184-190	72
e) Résultat final des travaux de la Commission sur le sujet	191	73
3. Conclusions du Rapporteur spécial	192-202	73
IX. L'OBLIGATION D'EXTRADER OU DE POURSUIVRE (<i>AUT DEDERE AUT JUDICARE</i>).....	203-221	75
A. Introduction	203-205	75
B. Examen du sujet à la présente session	206-221	75
Débats du Groupe de travail	208-221	75
a) Principales questions soulevées par le sujet	210-213	75
b) Lien avec la compétence universelle	214	76
c) Caractère réalisable de l'examen du sujet	215-219	77
d) Arrêt de la Cour internationale de Justice dans l'affaire des <i>Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader (Belgique c. Sénégal)</i>	220	77
e) Prochaines étapes.....	221	77
X. LES TRAITÉS DANS LE TEMPS.....	222-240	78
A. Introduction	222-224	78
B. Examen du sujet à la présente session	225-240	78
1. Débats du Groupe d'étude	229-239	78
a) Conclusion de l'examen du deuxième rapport par le Président du Groupe d'étude	230-231	78
b) Examen du troisième rapport du Président du Groupe d'étude.....	232-234	79
c) Modalités des travaux de la Commission sur le sujet	235-239	79
2. Conclusions préliminaires du Président du Groupe d'étude, remaniées à la lumière des débats au sein du Groupe d'étude	240	80
1) La pratique ultérieure en tant que reflet d'une position concernant l'interprétation d'un traité.....	80	80
2) Spécificité de la pratique ultérieure	80	80
3) Le degré de participation active à une pratique et la signification du silence	80	80
4) Effets d'une pratique ultérieure contradictoire.....	81	81
5) Accord ou pratique ultérieurs et procédures formelles de modification ou d'interprétation.....	81	81
6) Pratique ultérieure et modification éventuelle d'un traité	81	81
XI. LA CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE.....	241-265	82
A. Introduction	241-242	82
B. Examen du sujet à la présente session	243-265	82
1. Travaux du Groupe d'étude	245-249	82
2. Débats du Groupe d'étude à la présente session.....	250-265	83
a) L'effet de la nature mixte de l'arbitrage en matière d'investissements sur l'application de la clause NPF aux dispositions procédurales (M. M. Forteau).....	255-257	83
b) L'interprétation des clauses NPF par les tribunaux d'arbitrage en matière d'investissements (M. D. M. McRae).....	258-259	84
c) Résumé des débats.....	260-265	84
XII. AUTRES DÉCISIONS ET CONCLUSIONS DE LA COMMISSION.....	266-314	86
A. Immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État.....	266	86
B. Application provisoire des traités	267	86
C. Formation et identification du droit international coutumier.....	268	86
D. Les traités dans le temps.....	269	86
E. Programme, procédures, méthodes de travail et documentation de la Commission	270-289	86
1. Groupe de travail sur le programme de travail à long terme	272	86
2. Programme de travail de la Commission pour le reste du quinquennat	273	86

<i>Chapitres</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
3. Examen de la résolution 66/102 de l'Assemblée générale en date du 9 décembre 2011 relative à l'état de droit aux niveaux national et international	274-279	88
4. Honoraires	280	88
5. Documentation et publications	281-286	88
6. Fonds d'affectation spéciale pour résorber l'arriéré de publication de l' <i>Annuaire de la Commission du droit international</i>	287	89
7. Aide de la Division de la codification	288	89
8. Sites Web	289	89
F. Dates et lieu de la soixante-cinquième session de la Commission.....	290	89
G. Coopération avec d'autres organismes	291-296	89
H. Représentation à la soixante-septième session de l'Assemblée générale.....	297-299	90
I. Hommage au Secrétaire de la Commission.....	300	90
J. Séminaire de droit international	301-314	90